

Contacts presse :

Aïcha Magha
0485/565495

MOTION DE SOUTIEN AUX ORGANISATIONS SYNDICALES FRANCAISES EN LUTTE CONTRE LA LOI TRAVAIL

La menace d'interdiction qui a pesé jusqu'à ce mercredi matin sur la manifestation contre la « Loi Travail » en France est tout simplement scandaleuse. Quand la patrie des Droits de l'Homme envisage la censure syndicale, l'heure est grave.

La FGTB wallonne tient exprimer toute sa solidarité avec les organisations syndicales françaises actuellement en lutte contre la « Loi travail ». Les tentatives d'intimidation dont elles ont été victimes sont dignes de régimes totalitaires.

Le droit de manifester est un des éléments constituant de la démocratie, garanti par de multiples conventions internationales concernant les droits fondamentaux. Interdire aux organisations syndicales d'exercer ce droit démontre l'absence d'arguments politiques adéquats face à un mouvement social grandissant et de plus en plus dérangeant pour le gouvernement.

La FGTB wallonne voit dans la « Loi travail » la sœur jumelle du projet de Loi de Kris Peeters, ministre fédéral belge de l'Emploi. Projet contre lequel la FGTB mobilise encore ses forces ce 24 juin 2016 dans une grève qui touchera tout le pays.

Nous faisons face à un gouvernement qui, comme dans beaucoup de pays voisins, cherche à détruire les fondements du modèle social européen issu du compromis d'après-guerre. Imposer par la force plus de flexibilité, contourner les syndicats et réduire leur marge de manœuvre à néant, faciliter les licenciements : tels sont les mots d'ordre venus de l'Union européenne. La stratégie à l'œuvre repose aussi sur le démantèlement des services publics dans les Etats membres. L'idée même du service public est mise à mal.

Il est aujourd'hui plus que jamais nécessaire d'unir nos forces, au niveau européen. A travers les politiques de gouvernance, l'Europe impose une précarisation croissante de l'emploi au nom de la « concurrence ». On en a déjà vu les effets désastreux sur les populations en Grèce, Espagne, Italie ou Allemagne. Maintenant, c'est au tour de la France et de la Belgique.

Les projets d'interdiction de manifester qui ont failli frapper nos camarades français restent un signal grave. Le parcours qui leur est aujourd'hui imposé s'apparente presque à une mauvaise blague. Nous sommes toutes et tous concernés par ce dangereux précédent. Plus que jamais, nous sommes donc solidaires et continuons à porter avec vous, travailleurs et militants syndicaux de France et d'Europe, nos revendications et propositions pour des alternatives et pour une société juste et solidaire. Où la parole et l'action syndicale font vivre la démocratie, avancer l'égalité de droits pour tous, et ne sont pas considérés comme un délit ou une menace.

■